

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 17/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

24 rue Auguste Chabrières
75015 Paris

Références : E4/24-0147
Code AIOT : 0006507073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2023 dans l'établissement ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL implanté 390 Avenue Anna Lindh 77240 VERT-SAINT-DENIS. L'inspection a été annoncée le 17/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL
- 390 Avenue Anna Lindh 77240 VERT-SAINT-DENIS
- Code AIOT : 0006507073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ITM Logistique Alimentaire International est autorisée par arrêté préfectoral n°2020 06 DCSE BPE IC du 12 février 2020 et par arrêté préfectoral complémentaire n°2022 DRIAT UD 77 029 du 29 mars 2022, à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles situé dans la zone industrielle de la commune de VERT-SAINT-DENIS, au 390 avenue Anna Lindh.

Le site autorisé comprend plusieurs parties :

- L'activité «frais et surgelés»,
- L'activité « sec »,
- Les bureaux et autres locaux sociaux,
- Les aménagements extérieurs et utilités.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels ;
- risques chroniques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.2.4.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Installations électriques	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.3.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Rétention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 29/03/2022, article 3.2.1	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/03/2022, article 3.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Traitement des effluents	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 4.3.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Locaux de charge	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 8.3	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris note des non-conformités relevées. Il s'engage à régulariser sa situation dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par</p>

rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
[...]

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Le suivi des stocks est automatisé (hébergement informatique en dehors du site) et accessible à tout moment. Il est transmis quotidiennement par mail, entre autres, au service QHSE et au PC sécurité.

Cet état des stocks reprend sous forme de tableau, la rubrique ICPE, le seuil autorisé pour la rubrique, l'unité et l'état du stock. Les valeurs en dehors du seuil réglementaire apparaissent en rouge. C'est notamment le cas pour la rubrique 1630 (emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique) dont le seuil était dépassé les 4 jours précédents l'inspection. L'exploitant, afin de régulariser sa situation, envoie le surplus sur les magasins. Il est passé de 3,304 tonnes le vendredi (seuil autorisé de 1,1 tonnes) à 1,652 tonnes le dimanche.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan général des zones de stockage du site.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il travaille sur l'adéquation entre les commandes et la capacité de stockage autorisée.

L'inventaire physique annuel était programmé le 30 décembre 2023.

Le plan d'opération interne est en cours de mise à jour par un bureau d'étude. L'exploitant annonce qu'il sera finalisé pour fin janvier 2024.

Observations :

L'inspection demande à l'exploitant de fournir :

sous 15 jours :

- le plan des stockages et de l'annexer à son état des stocks
- l'état des stocks conforme notamment pour la rubrique 1630

sous 1 mois : le plan d'opération interne mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, entretien des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions, Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 7 poteaux incendie. Ils ont été contrôlés le 27 septembre 2023 par la société ATSI. Le rapport fait mention de bouchons et chaînes à améliorer et de joints de bouchons à remplacer. L'exploitant est en attente du devis pour la mise en conformité de ces points.</p> <p>Les RIA ont été contrôlés le 18 août 2023. Des non-conformités sont notées sur le rapport présenté à l'inspection.</p> <p>Les extincteurs ont été contrôlés le 26 mai 2023. Aucune non-conformité n'a été signalée.</p> <p>L'exploitant indique que le sprinklage est vérifié toutes les semaines par ses équipes. Le rapport biennal date d'août 2023. Aucune non-conformité n'a été signalée.</p> <p>Les portes coupe-feu ont été contrôlées les 8 et 9 mars 2023. Une non-conformité a été signalée sur les portes coulissantes 1 et 17.</p> <p>La société ERI a contrôlé le désenfumage le 23 mai 2023. Aucune non-conformité n'a été signalée. La société FACE a vérifié le désenfumage naturel le 8 novembre 2023. L'exploitant est en attente du rapport.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection demande les justificatifs pour les levées des observations et des non-conformités pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les poteaux incendie, - les RIA, - les portes coupe-feu. <p>L'inspection demande le rapport de la société FACE pour le désenfumage naturel.</p> <p>L'exploitant devra justifier, le cas échéant, de la levée des non-conformités et/ou observations mentionnées dans le rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. Lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du bâtiment, les transformateurs de courant électrique de puissance sont situés dans des locaux clos largement ventilés par un dispositif dont les conduites ne communiquent pas avec les cellules de stockage de matières combustibles et isolés de ces cellules par des parois REI 120 et des portes E12 120 C. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des Installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Du 9 au 18 octobre 2023, les installations électriques ont été contrôlées. Il est noté 14 observations pouvant entraîner des risques incendies et des explosions. L'exploitant a précisé que le bureau d'étude VERITAS est en charge de la levée de ces observations.
Observations : L'Inspection demande le rapport justifiant de la levée des observations observées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2022, article 3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention des produits dangereux
Prescription contrôlée : Les 3 cellules de stockage des produits dangereux (dangereux pour l'environnement, aérosols et liquides inflammables) situées dans la cellule K seront raccordées à la cuve de rétention déportée de 275 m ³ . Les réseaux conduisant à cette rétention seront équipés d'une rétention tampon de 1 m ³ permettant de gérer les incompatibilités en cas de déversements simultanés dans plusieurs cellules. Des siphons coupe feu sont en place pour les cellules contenant des produits inflammables, En cas d'incendie, les produits dangereux seront dilués par les agents d'extinction permettant de réduire les réactions liées à d'éventuelles incompatibilités. La cellule comburant ne comporte pas de rétention déportée. En cas de déversement, les produits seront collectés dans un premier temps dans la zone de stockage avant d'être dirigés gravitairement dans la rétention de 575 m ³ puis la rétention globale du site.
Constats : Dans l'une des cellules de produits dangereux, des chariots de chargement, des cartons et des emballages sont présents. Dans la cellule comburant se trouve un chariot utilisé pour le nettoyage.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de fournir les éléments attestant du bon usage des cellules de stockage des produits dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2022, article 3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les rétentions sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>En cas de sinistre, le dispositif en place permet de dévier gravitairement les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement vers le bassin de rétention étanche de 7 000 m³ pour un besoin calculé de 5 472 m³.</p> <p>Il devra être strictement interdit d'utiliser comme rétention les voiries de dessertes ainsi que celles destinées à la circulation des engins de secours et les aires de mise en station des échelles aériennes. La rétention des eaux doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder au droit des murs coupe-feu et aux différentes issues du bâtiment à pied sec en cas d'incendie. La hauteur d'eau d'extinction dans les quais ne devra pas dépasser 10 cm.</p> <p>La vidange du bassin de rétention et le rejet vers le milieu naturel ne se fera qu'après analyse, afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet selon les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Constats :</p> <p>Il y a 7 vannes de barrage : 4 pour isoler le réseau public, 3 en interne pour isoler le bassin d'infiltration. L'actionnement des vannes est asservi au système d'extinction automatique du site. Les vannes sont actionnables manuellement et localement.</p> <p>Le contrat d'entretien des vannes est en cours de signature.</p> <p>Les consignes d'utilisation des vannes de barrages sont dans le POI.</p> <p>La fiche réflexe n'est pas à jour, il manque la partie manœuvre.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en cas d'incendie, la vidange du bassin de rétention et le rejet vers le milieu naturel ne se fera qu'après analyse. Un contrat est en cours de négociation avec le bureau d'étude APAVE.</p> <p>Observations :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir la fiche réflexe relative à l'isolement des réseaux du site en cas d'incendie mise à jour, le dernier POI, et justifier de l'entretien des vannes et du contrat d'analyses des eaux de rétention en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, entretien des installations de traitement
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont vérifiés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs - séparateurs d'hydrocarbures. l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Les séparateurs d'hydrocarbures sont au nombre de 3 : sud, nord et est du site. Le dernier entretien date de juin 2022. L'exploitant précise qu'un contrat est en cours de signature avec un nouveau prestataire. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les attestations de conformité des séparateurs du site.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de fournir les attestations de conformité des séparateurs d'hydrocarbure et de justifier de leur entretien annuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Locaux de charge

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Locaux de charge
Prescription contrôlée : Les 2 locaux de charge d'accumulateurs sont situés dans des locaux exclusivement réservés à cet effet, extérieurs à l'entrepôt et isolés par un mur coupe-feu de degré 2 heures au moins. La porte d'accès à ces locaux est coupe-feu de degré 2 heures au moins, asservie par des détecteurs autonomes déclencheurs sensibles aux gaz et aux fumées. La porte d'accès est à fermeture automatique. Les toits des locaux sont constitués d'une couverture légère pouvant servir d'évent en cas d'explosion. Les locaux sont équipés en partie haute d'un système de ventilation mécanique actionné par un moteur de protection anti-déflagrant afin d'assurer le renouvellement permanent de l'atmosphère. Les locaux sont équipés d'une fosse de collecte des éventuelles égouttures d'électrolytes répondant aux prescriptions définies à l'article sur la prévention des pollutions accidentelles.

Constats : Les détecteurs d'hydrogène ont été contrôlés le 19 septembre 2023 par la société AVITECH. Aucune non-conformité n'a été relevée. Lors de la visite, il a été observé du matériel dans les rigoles de rétention du local.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de fournir un justificatif du déblaiement des rigoles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

